

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Ces dernières années, l'économie marocaine a été caractérisée par une stabilité macroéconomique et des niveaux d'inflation bas, reposant principalement sur les exportations, un essor de l'investissement privé et du tourisme. Cependant, le choc de la COVID-19 a plongé l'économie marocaine dans sa première récession depuis 1995. Le PIB du pays a rebondi en 2021 mais a connu une croissance modeste en 2022 : selon les projections les plus récentes du FMI, l'économie aurait augmenté de 2,4 % en 2023. Cette croissance est alimentée par un rebond partiel de la production agricole, des exportations nettes et des services (notamment le tourisme). On prévoit que la reprise se renforcera à moyen terme, avec une croissance réelle du PIB estimée à 3,6 % en 2024 et 3,2 % en 2025, alors que la demande intérieure se redresse progressivement des chocs récents. Les efforts de reconstruction et les nouvelles incitations politiques sont censés renforcer l'investissement, soutenant ainsi le revenu et la consommation, tandis que la résurgence de la production agricole devrait contribuer à la croissance de l'emploi rural.

L'impact fiscal de la réforme de la santé et de la protection sociale et le report de la réforme des subventions du gaz de pétrole liquéfié et de la farine ont ralenti la consolidation du déficit budgétaire, estimé à 5 % du PIB en 2023. Une croissance modeste des recettes (+0,9 % d'une année sur l'autre jusqu'en septembre) a été soutenue par une augmentation des recouvrements fiscaux. Cependant, les dépenses publiques ont connu des pressions à la hausse (+7,2 % d'une année sur l'autre) en raison de l'impact de la sécheresse sur l'approvisionnement alimentaire et de l'inflation élevée. Alors que les subventions de gaz étaient inférieures au budgeté, il y a eu des augmentations des subventions alimentaires et agricoles, ainsi qu'un investissement accéléré dans les infrastructures hydrauliques (Fitch Ratings). On prévoit que le déficit diminuera au cours de l'horizon de prévision, à 4,4 % cette année et 3,8 % en 2025 (FMI), le ratio de la dette par rapport au PIB suivant une tendance similaire (de 69,7 % en 2023 à 68,7 % d'ici 2025). Après avoir atteint un pic en février, l'inflation s'est établie en moyenne à 6,3 % en 2023, alors que les prix de l'énergie diminuaient et que la production agricole s'améliorait. La projection indique une diminution progressive à 3,5 % en 2024 (FMI), influencée par la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires et l'impact de la hausse des taux d'intérêt. Les principaux risques incluent des sécheresses prolongées affectant la production agricole, un ralentissement plus marqué dans les marchés européens cruciaux et une éventuelle nouvelle hausse des prix des matières premières.

Malgré son niveau élevé, le taux de chômage a diminué ces dernières années et s'est établi en moyenne à 12 % en 2023. Pour 2024 et 2025, le FMI prévoit qu'il diminuera à 11,7 % et 11,6 % respectivement. Selon la Haute Commission de la Planification du Maroc, le chômage affecte particulièrement les jeunes (15-24 ans - à 38,2 % en juin 2023 - dernières données disponibles), les diplômés récents et les femmes (19,8 % chacun). Le taux de pauvreté reste l'un des plus élevés de la région méditerranéenne, avec près d'un cinquième de la population vivant près du seuil de pauvreté. Enfin, le PIB par habitant (PPA) a été estimé à 10 408 dollars en 2023 par le FMI.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	130,91	147,34	157,40	166,49	175,33

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB <i>(croissance annuelle en %, prix constant)</i>	1,3	2,4	3,6	3,2	3,2
PIB par habitant <i>(USD)</i>	3.570	3.980	4.212	4.415	4.608
Solde des finances publiques <i>(en % du PIB)</i>	-5,1	-5,0	-4,4	-3,8	-3,5
Endettement de l'Etat <i>(en % du PIB)</i>	71,5	69,7	69,1	68,7	68,4
Taux d'inflation <i>(%)</i>	n/a	6,3	3,5	2,9	2,4
Taux de chômage <i>(% de la population active)</i>	11,8	12,0	11,7	11,6	11,6
Balance des transactions courantes <i>(milliards USD)</i>	-4,62	-4,52	-5,05	-4,79	-4,86
Balance des transactions courantes <i>(en % du PIB)</i>	-3,5	-3,1	-3,2	-2,9	-2,8

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par [la Coface](#).

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES



Étant donné la richesse du sol du Maroc, le secteur agricole est crucial pour l'économie du pays, employant 35 % de la main-d'œuvre et contribuant à hauteur de 10,5 % du PIB (Banque mondiale, données les plus récentes disponibles). L'orge, le blé, les agrumes, les raisins, les légumes, l'argan, les olives, le bétail et le vin sont les principales cultures du pays. Ces dernières années, le gouvernement s'est concentré sur le secteur à travers son "Plan Maroc Vert" et le Fonds de Développement Agricole. La production céréalière du pays est très variable, les barrages locaux n'irriguant que 15 % des terres agricoles et la production agricole pluviale représentant 85 % de la production globale (FAO). Selon des données préliminaires de l'office national des statistiques, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, ajustée pour les variations saisonnières, a enregistré une augmentation de 8,9 % au troisième trimestre 2023 par rapport à une baisse de 13,8 % lors de la même période un an plus tôt, grâce à une hausse de l'activité agricole de 5,7 % et de la pêche de 80,7 %. Globalement, le secteur agricole a enregistré un taux de croissance prévu de 3 % pour la campagne 2022-2023, contre -14,8 % lors de la précédente, démontrant une résilience significative malgré des conditions météorologiques défavorables et des déséquilibres cycliques.

L'industrie contribue à hauteur de 25,5 % du PIB et emploie 23 % de la main-d'œuvre. Les principaux secteurs sont le textile, la maroquinerie, la transformation alimentaire, le raffinage du pétrole et l'assemblage électronique. Cependant, de nouveaux secteurs sont en plein essor : la chimie, les pièces automobiles, l'informatique, l'électronique et l'industrie aérospatiale. L'industrie automobile, en particulier, connaît une croissance depuis une décennie, avec une création d'emplois et des exportations à deux chiffres (devenant le principal secteur exportateur du pays et le principal hub automobile de l'Afrique). Globalement, le secteur manufacturier représente environ 15 % du PIB. L'émergence de nouvelles industries devrait permettre au pays de réduire sa dépendance au secteur agricole. Le secteur industriel du Maroc est le plus grand bénéficiaire des investissements directs étrangers. Le pays détient environ 75 % des réserves mondiales estimées de phosphates, et le secteur minier représente près de 30 % des exportations (Oxford Business Group). L'exploitation minière représente 10 % du PIB, dont 90 % provient des phosphates. L'activité des industries manufacturières a connu une légère augmentation de 0,6 % en 2023, contre 0,3 % l'année précédente. Ce développement a été principalement attribué au déclin de l'industrie chimique de 4,1 %, affaiblie par la baisse de la production d'engrais phosphatés, et au ralentissement des industries agroalimentaires et textiles en raison de l'augmentation des coûts de production (Office National de la Statistique).

Le secteur des services représente plus de la moitié du PIB (54,5 %) et emploie 43 % de la main-d'œuvre. Il est mené par l'immobilier et le tourisme, qui ont été très dynamiques ces dernières années (représentant environ 11 % du PIB et atteignant un record de près de 13 millions d'arrivées en 2019). Bien que les activités tertiaires aient connu une tendance à la baisse après l'éclatement de la pandémie de COVID-19, avec une performance touristique particulièrement faible, des améliorations ont été réalisées en 2022 et 2023 : les arrivées touristiques au Maroc ont atteint 13,2 millions au cours des onze premiers mois de 2023, dépassant leurs niveaux d'avant la pandémie de Covid-19. Enfin, le secteur bancaire marocain est dominé par des banques nationales, qui représentent plus de 80 % des actifs du secteur (Département du Commerce des États-Unis).

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur <i>(en % de l'emploi total)</i>	34,6	22,8	42,6
Valeur ajoutée <i>(en % du PIB)</i>	10,7	27,2	52,3
Valeur ajoutée <i>(croissance annuelle en %)</i>	-15,3	-0,4	5,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Dirham marocain (MAD) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	9,81	9,69	9,39	9,60	9,50

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Maroc est très ouvert au commerce extérieur, qui représente 101 % de son PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles). Selon les derniers chiffres de l'Office des Changes, en termes de secteurs, les exportations étaient principalement dirigées par les engrais naturels et chimiques (27,1 %), les voitures (26,11 %), les produits agricoles (19 %) et les produits textiles (10,3 %) en 2022 ; tandis que les produits énergétiques étaient les principales importations (20,8 %), suivis par le blé (3,5 %), les pièces de véhicules (3,2 %), les plastiques et l'ammoniac (2,9 % chacun).

Les principaux partenaires commerciaux du pays étaient l'Espagne (19,6 %) et la France (18,7 %), suivis par l'Italie (4,5 %) et l'Allemagne (4,1 %). L'Espagne était également le principal fournisseur (14,1 %), devant la France (10,6 %), la Chine (10 %) et la Turquie (5,2 % - données de l'OdC pour 2021). Alors que les pays de l'Union européenne étaient les principaux partenaires commerciaux (56,6 % des exportations totales, 45,4 % des importations), le Maroc renforce également son intégration commerciale avec le reste de l'Afrique, notamment par la ratification de l'Accord de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine.

Le Maroc présente un déficit commercial structurellement négatif, qui continue de réduire ses réserves de change. En 2022, le déficit commercial global était estimé à 11,5 % du PIB par la Banque mondiale (contre 9,3 % un an plus tôt). Selon les données de l'OMC, en 2022, le Maroc a exporté des biens d'une valeur de 41,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 15,7 % par rapport à l'année précédente ; tandis que la valeur de ses importations s'est élevée à 71,8 milliards de dollars, soit 23,7 % de plus que l'année précédente. Le Maroc est un exportateur net de services, avec 21,9 milliards de dollars d'exportations (+42,5 % d'une année sur l'autre, grâce à la bonne performance du secteur du tourisme) contre 10,7 milliards de dollars d'importations (+25,3 % d'une année sur l'autre). Les derniers chiffres de l'Office des Changes montrent qu'au cours des six premiers mois de 2023, les exportations de marchandises du Maroc ont connu une augmentation significative, atteignant 221,3 milliards de dirhams, soit une hausse de 1,9 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été principalement tirée par les secteurs de l'automobile, du textile et du cuir, ainsi que de l'électronique et de l'électricité. Les importations de biens ont enregistré une baisse de 1,6 %, principalement due à la diminution des achats de produits semi-finis, de produits énergétiques et de matières premières. Dans l'ensemble, les importations du Maroc se sont élevées à 359,5 milliards de dirhams sur la période examinée.

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens (millions USD)	51.038	50.734	43.831	58.034	71.807
Exportations de biens (millions USD)	28.609	29.132	27.159	35.843	41.481
Importations de services (millions USD)	10.513	9.631	7.140	8.573	10.746
Exportations de services (millions USD)	18.634	19.353	13.867	15.416	21.981

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur (en % du PIB)	77,3	76,0	68,8	75,0	98,6
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-20.253	-19.771	-15.540	-19.967	-26.462
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-12.131	-10.049	-8.813	-13.125	-15.227
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	4,8	2,1	-11,9	11,8	17,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	3,8	5,1	-15,0	8,7	21,5
Importations de biens et services (en % du PIB)	43,4	41,9	38,1	42,0	55,1
Exportations des biens et services (en % du PIB)	33,8	34,1	30,8	32,9	43,5

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	-8,7	3,3	3,6	3,4	2,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	-5,5	2,6	2,6	2,4	2,2

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

La coopération économique internationale

Le Maroc est membre des organisations économiques internationales suivantes : FMI, Développement (AFESD), CCI, Union du Maghreb arabe (UMA), OMC, Fonds monétaire arabe (FMA), G-77, Ligue arabe, entre autres. Pour la liste complète des organisations économiques et autres organisations internationales auxquelles participe le Maroc, cliquez [ici](#). L'adhésion du Maroc aux organisations internationales est également présentée [ici](#).

Free Trade Agreements

La liste complète et actualisée des accords de libre-échange signés par le Maroc peut être consultée [ici](#).

Principaux pays partenaires

Principaux clients <i>(% des exportations)</i>	2022
Espagne	19,6%
France	19,1%
Inde	6,4%
Italie	4,5%
Brésil	4,0%
Voir plus de pays	46,4%

Principaux fournisseurs <i>(% des importations)</i>	2022
Espagne	14,1%
France	10,6%
Chine	10,0%
Etats-Unis	7,4%
Arabie saoudite	6,5%
Voir plus de pays	51,4%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

LE CONTEXTE POLITIQUE

Les chefs de gouvernement

Roi : MOHAMED VI (depuis le 30 juillet 1999) - héréditaire

Premier ministre : Aziz AKHANNOUCH (depuis le 7 octobre 2021)

Les prochaines élections

Chambre des représentants : 30 septembre 2026

Chambre des conseillers : 31 octobre 2027

Le contexte politique actuel

Le roi Mohammed VI - qui dirige le pays depuis 1999 - a nommé un nouveau gouvernement composé d'une coalition de partis libéraux et conservateurs, dirigé par Aziz Akhannouch, après la victoire de son parti, le Rassemblement national des indépendants (RNI), aux élections législatives de septembre 2021, qui ont révélé l'effondrement du Parti de la justice et du développement (PJD) islamiste qui avait dirigé le gouvernement au cours des deux législatures précédentes (de 125 sièges à l'assemblée à seulement 13 sièges sur 395). Un nouveau gouvernement de coalition a donc été formé par les partis libéraux RNI et Authenticité et Modernité (PAM) ainsi que par le parti conservateur Istiqlal. Les trois partis jouissent d'une majorité confortable, détenant 270 sièges sur les 395 nécessaires à l'adoption des lois, et partagent un programme commun axé sur les réformes économiques et sociales. Le gouvernement de coalition a publié ses plans budgétaires triennaux dans le cadre du budget 2023, en mettant l'accent sur des mesures de création d'emplois et une extension des programmes sociaux, tout en cherchant à réduire le déficit.

En 2023, malgré la stabilité politique, le pays a été confronté à un mécontentement croissant en raison d'un taux de chômage élevé et d'un coût de la vie élevé dû à des sécheresses récurrentes ayant un impact sur les récoltes. En outre, un tremblement de terre a fait 3 000 morts et plus de 15 000 sans-abri dans les régions de l'Atlas et de Marrakech. Le plan budgétaire du gouvernement a donné la priorité à l'aide d'urgence, à la reconstruction et au développement socio-économique de la région touchée.

En 2024, les tensions avec le Front Polisario et l'Algérie persistent, autour du Sahara occidental. La reconnaissance par Israël de la souveraineté marocaine en juillet 2023 et la reconnaissance par l'Espagne du plan d'autonomie en 2022 sont des décisions controversées. La première s'inscrit dans le cadre d'un alignement impopulaire entre les pays, y compris les États-Unis, sur les questions de défense, bien que le processus puisse être entravé par l'éclatement du conflit entre Israël et le Hamas.

Les principaux partis politiques

Système multipartite, composé de nombreux partis. Les partis collaborent entre eux pour former des gouvernements de coalition.

- Rassemblement National des Indépendants (RNI) : centriste, relativement enclin au libéralisme social. Était le parti principal lors des dernières élections, dirige la coalition au pouvoir.
- Parti de l'Authenticité et de la Modernité (PAM) : moderniste et orienté vers la réforme, formé par un conseiller du roi et ancien ministre de l'Intérieur.
- Parti de l'Indépendance (PI) : nationaliste conservateur.
- Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) : socialiste de gauche.
- Mouvement Populaire (MP) : centriste, dominé par des locuteurs berbères (Tamazight), mais sans agenda berbère distinct.
- Union Constitutionnelle (UC) : économiquement libérale, conservatrice sur les questions sociétales.
- Parti de la Justice et du Développement (PJD) : islamiste modéré, était le parti au pouvoir entre 2011 et 2021.
- Parti du Progrès et du Socialisme (PPS) : socialiste, anciennement communiste.
- Mouvement Démocratique et Social (MDS) : social-démocrate, royaliste.

Le pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif est partagé entre le gouvernement et le Roi. Le Premier ministre est promu chef du

gouvernement et préside ainsi le Conseil de gouvernement, mais le Conseil des ministres continue d'être présidé par le Roi. Le Conseil de gouvernement comprend tous les ministres, les ministres délégués et les secrétaires d'État. Il discute des politiques publiques et sectorielles, de l'engagement de la responsabilité du gouvernement devant la Chambre des représentants, des questions actuelles liées aux droits de l'homme et à l'ordre public, des projets de loi, des décrets, des projets de décrets réglementaires et de la nomination des secrétaires et des directeurs centraux de l'administration publique, des présidents d'université, des doyens et des directeurs d'écoles et d'instituts supérieurs. Le Conseil de gouvernement n'a de pouvoir délibératif que concernant la politique générale de l'État, les conventions internationales et le projet de loi de finances. Le Conseil des ministres, où siègent uniquement le chef du gouvernement et les ministres, est chargé de l'orientation stratégique de la politique de l'État, de la révision de la Constitution, de la rédaction des lois organiques, de l'orientation générale du projet de loi de finances, de l'amnistie, des projets de textes relatifs à l'armée, de la déclaration de l'état de siège et de la déclaration de guerre.

Le pouvoir législatif

Le Parlement comprend la [Chambre des représentants](#) (395 députés élus au suffrage universel direct pour 5 ans) et la [Chambre des conseillers](#) (120 membres élus au suffrage universel indirect pour 6 ans).

Le Parlement vote la loi ; tout projet de loi doit être examiné successivement par les deux chambres. De plus, il partage l'initiative des lois avec le Premier ministre.

RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19

Restrictions de voyage

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on [TravelDoc Infopage](#).

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by [IATA](#).

Restrictions import & export

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the [International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures](#) webpage.

Plan de relance économique

For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Morocco, please consult the country's dedicated section in the [IMF's Policy Tracker platform](#).

Plan de soutien aux entreprises

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's [SME Covid-19 Policy Responses](#) document.

You can also consult the World Bank's [Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19](#).